

Région MOANAP : Principaux points

Les perspectives économiques à court terme pour la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan (MOANAP) se sont assombries. Les difficiles transitions politiques, les incertitudes régionales croissantes imputables à la guerre civile complexe en Syrie, de même que l'actualité égyptienne grèvent la confiance des pays importateurs de pétrole. Entretemps, les bouleversements de l'offre intérieure et la faible demande mondiale réduisent la production pétrolière, nonobstant les récentes pressions à la hausse sur les prix du pétrole causées par l'aggravation des risques géopolitiques. La croissance dans la région MOANAP devrait baisser de 2¼ % cette année (¾ de point de pourcentage de moins que nos projections de mai 2013). La croissance devrait reprendre en 2014 lorsque les conditions mondiales s'amélioreront et que la production pétrolière reprendra. Des risques baissiers substantiels pèsent sur ces perspectives et, ce qui est plus inquiétant, la croissance restera bien inférieure au niveau requis pour réduire le chômage élevé de la région et améliorer les niveaux de vie. Dans ce contexte, la région risque d'être piégée dans un cercle vicieux de stagnation économique et de troubles sociopolitiques persistants, ce qui rend d'autant plus urgentes les actions qui dopèrent la confiance, la croissance et l'emploi.

Exportateurs de pétrole : risques accrus pour les recettes pétrolières et les situations budgétaires

Les bouleversements de la production intérieure de pétrole et la diminution de la demande mondiale devraient faire nettement reculer la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, à environ 2 % cette année, après plusieurs années de forte performance. Les nouvelles difficultés de production pétrolière en Irak et en Libye, la chute des exportations pétrolières en Iran en réponse à des sanctions plus sévères, de même qu'une baisse modeste de la production pétrolière en Arabie saoudite, qui reflète un marché pétrolier mondial encore très bien approvisionné, donneront lieu à une chute de la production pétrolière régionale cette année, et ce pour la première fois depuis la crise mondiale. En revanche, l'économie non pétrolière continue de se développer à un rythme assuré dans la plupart des pays, appuyée par le niveau élevé des dépenses publiques et par une relance progressive de la croissance du crédit au secteur privé. Une reprise de la production pétrolière de même qu'un nouveau renforcement de l'économie non pétrolière permettront vraisemblablement de promouvoir la croissance économique en 2014.

Un excédent budgétaire agrégé important de plus de 4¼ % du PIB cache des vulnérabilités sous-jacentes. La moitié des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ne sont pas en mesure d'équilibrer leur budget et ne disposent que d'une protection limitée contre les chocs. La plupart des pays n'épargnent pas suffisamment pour pouvoir pérenniser les dépenses pour les générations futures, une fois que les réserves d'hydrocarbures seront épuisées. Certains pays ont commencé à mettre fin aux plans de relance budgétaire cette année; pour autant, en l'absence de tout nouvel ajustement, les gouvernements de la région commenceront à dépenser leur épargne à compter de 2016. Les soldes extérieurs sont aussi en baisse à cause de la baisse de la production pétrolière, de l'augmentation de la consommation intérieure et de l'insuffisance de l'épargne budgétaire.

Pour le CCG, ces risques sont globalement équilibrés, et pour les pays hors CCG, ils sont orientés à la baisse. Sur le plan positif, les incertitudes géopolitiques croissantes pourraient faire grimper davantage les prix du pétrole. De nouveaux bouleversements de l'offre, causés par une sécurité intérieure affaiblie ou un environnement extérieur difficile, sont susceptibles de réduire la production pétrolière dans certains pays, notamment en dehors du CCG, tout en favorisant la croissance chez les fournisseurs de pétrole dont la capacité est réduite (essentiellement au sein du CCG) puisqu'ils comblent les écarts. Sur le plan négatif, le ralentissement de la demande mondiale de pétrole, causé par exemple par une baisse marquée de la croissance dans les marchés émergents ou par l'offre croissante de sources non conventionnelles, pourrait faire baisser les prix du pétrole et/ou inciter les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), notamment dans le CCG, à réduire l'offre.

Le pétrole mis à part, l'éventualité d'une croissance du secteur privé hors pétrole plus atone, un chômage et une inégalité plus élevés sont les principaux risques baissiers pour tous les pays exportateurs de la région si les efforts des gouvernements destinés à la diversification ne portent pas leurs fruits.

Dans ce contexte, les politiques devraient mettre l'accent sur le renforcement des positions budgétaires et le lancement de réformes structurelles afin de doper la croissance du secteur privé, la diversification et la création d'emplois. Les exportateurs de pétrole doivent rééquilibrer leur budget afin d'assurer la viabilité des finances publiques tout en limitant l'impact sur la croissance et en favorisant l'équité. Les réformes structurelles devraient inclure l'amélioration du climat des affaires et de la compétitivité, notamment dans les pays hors CCG; des mesures pour appuyer la diversification; la promotion du crédit aux petites et moyennes entreprises et l'amélioration des incitations à l'emploi des ressortissants et de la population active féminine dans le secteur privé.

Importateurs de pétrole : dynamiques politiques complexes et défis sécuritaires

La reprise économique dans les pays importateurs de la région MOANAP a subi de nouveaux revers. L'intensification des préoccupations relatives à la sécurité, les incertitudes politiques accrues et les retards de la réforme continuent de compromettre la confiance et empêchent une reprise des investissements et de l'activité économique dans de nombreux pays. La guerre civile dévastatrice en Syrie et les événements récents en Égypte ont fait naître des inquiétudes sur les retombées régionales, ce qui complique davantage la gestion économique. Même si des signes d'amélioration apparaissent dans le tourisme, les exportations et les investissements directs étrangers (IDE) dans certains pays, la reprise économique dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP reste atone avec une croissance d'environ 3 % en 2013–14, ce qui est nettement inférieur au taux de croissance nécessaire pour réduire le chômage persistant et améliorer les niveaux de vie.

Des facteurs intérieurs et régionaux sont les principales sources des risques baissiers. Une amélioration insuffisante des conditions économiques risque d'aggraver les tensions sociopolitiques et de causer de nouvelles déconvenues dans nombre de pays en transition, ce qui ralentirait d'autant plus la reprise économique, débouchant éventuellement sur un cercle vicieux. En outre, une détérioration de la situation en Égypte compromettrait davantage la confiance et les perspectives de reprise. Une nouvelle escalade du conflit en Syrie intensifierait les pressions sur les pays voisins (Iraq, Jordanie, Liban), car ces pays accueilleront des flux croissants de réfugiés. Dans un scénario plausible, sous réserve que les risques intérieurs et régionaux se concrétisent en partie, la croissance pourrait chuter à 1¼ % l'année prochaine, quoiqu'un choc plus grave ou plusieurs chocs extérieurs et intérieurs conjugués puissent mettre la croissance au point mort et faire nettement augmenter le chômage. Qui plus est, les tensions géopolitiques pourraient se traduire par une envolée des prix du pétrole qui, si elle était soutenue, nuirait à la croissance et creuserait les déficits budgétaires et extérieurs (bien que pour quelques pays du Mashreq, les effets seraient atténués du fait des liens solides avec le CCG). Un affaiblissement de l'environnement extérieur, par exemple, une croissance inférieure aux prévisions dans les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et/ou dans les pays du CCG, ou une période prolongée de ralentissement de la croissance européenne, aurait des conséquences pour le tourisme, les échanges, les envois de fonds et les flux de capitaux.

Les faibles marges de manœuvre extérieures et budgétaires des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP les rendent très vulnérables aux chocs. Les réserves de change s'épuisent et les déficits des comptes courants restent sérieux dans de nombreux pays. Le niveau d'endettement public élevé ou croissant est préoccupant; il trouve son origine dans de profonds déficits budgétaires persistants qui sont le résultat des fortes pressions que fait naître le chômage élevé en faveur de subventions et autres dépenses sociales. Même lorsque les pays sont conscients de la nécessité du rééquilibrage des finances publiques, les déficits budgétaires continuent

d'augmenter dans la plupart d'entre eux et les plans d'assainissement budgétaire à moyen terme ne sont pas toujours clairs.

Dans cet environnement caractérisé par la nette aggravation des risques qu'engendrent les incertitudes politiques et les tensions régionales croissantes, les objectifs sont triples : 1) promouvoir l'activité économique et créer des emplois pour aider à soutenir les transitions sociopolitiques; 2) faire progresser l'assainissement des finances publiques afin de rétablir la viabilité de la dette et de reconstituer les marges de manœuvre qui protègent l'économie des chocs imprévus et 3) lancer sans retard des réformes structurelles qui amélioreront le climat des affaires et la gouvernance et promouvoir l'équité :

- 1) *Créer des emplois.* Le chômage élevé et croissant, qui sévit dans de nombreux pays dans un climat de grandes incertitudes politiques et de fragilité du tissu social, exige de mettre l'accent sur la promotion de la croissance économique et la création d'emplois. La lenteur de la reprise des investissements privés suggère que le gouvernement doit jouer un rôle clé pour doper l'activité économique à court terme. Compte tenu du peu de marge de manœuvre que permettent les déficits budgétaires de nombreux pays, il est nécessaire de réorienter les dépenses consacrées aux subventions généralisées vers des investissements publics qui favorisent la croissance, tout en améliorant la protection des groupes vulnérables grâce à une assistance sociale bien ciblée. Les partenaires extérieurs pourraient étayer cette priorité en offrant un financement supplémentaire pour les dépenses d'investissements publics et les services de base en faisant appel aux cadres de politique adéquats qui existent déjà.
- 2) *Rééquilibrage des finances publiques.* Compte tenu des plus vives inquiétudes que suscitent la viabilité de la dette et l'érosion des marges de manœuvre budgétaires et extérieures, la plupart des pays doivent commencer à assainir leurs situations budgétaires. Ceci étant, dans certains cas, il pourrait être possible d'introduire progressivement l'ajustement budgétaire afin de limiter son impact sur l'activité économique à court terme. La faisabilité de cette progression dépendra d'une stratégie crédible d'assainissement des finances publiques à moyen terme afin d'assurer que les investisseurs intérieurs et extérieurs sont toujours prêts à offrir un financement adéquat. Une souplesse accrue du taux de change peut être envisagée pour appuyer l'assainissement des finances publiques, car elle peut contribuer à amortir l'impact à court terme du rééquilibrage budgétaire sur la croissance et aider à reconstituer les réserves internationales.
- 3) *Réformes structurelles.* Un ambitieux programme de réformes structurelles est essentiel pour doper l'activité du secteur privé et encourager une économie plus dynamique, compétitive et solidaire. Les réformes doivent insister sur une myriade de domaines, notamment l'amélioration de la réglementation et de la gouvernance des entreprises, l'élargissement de l'accès des entreprises et des consommateurs au financement, des politiques du marché du travail qui appuient la création d'emplois et les opportunités d'emploi, tout en protégeant les plus vulnérables par une assistance sociale bien ciblée. Les premières étapes dans ce domaine peuvent témoigner de la résolution des gouvernements à procéder à des réformes et à améliorer la confiance.

Le besoin d'améliorer la situation économique et les niveaux de vie de la région est énorme, mais le potentiel économique et humain l'est aussi. La lenteur de la reprise économique et la progression du chômage montrent à quel point il est urgent de procéder à des réformes. Il est essentiel de progresser rapidement sur les trois fronts prioritaires — avec l'appui de la communauté internationale sous la forme d'un financement accru, d'un meilleur accès aux marchés et d'une assistance technique — pour commencer à recueillir les dividendes des récentes transitions économiques et politiques attendus de longue date.

Région MOANAP : Principaux indicateurs économiques, 2000–14*(Pourcentage du PIB, sauf indication contraire)*

| | Moyenne | | | | | | Projections | |
|--|---------|------|------|------|------|------|-------------|-------|
| | 2000–07 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 |
| MOANAP¹ | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 5,7 | 5,0 | 2,8 | 5,2 | 3,9 | 4,6 | 2,3 | 3,6 |
| Solde transactions courantes | 9,3 | 12,9 | 1,7 | 6,5 | 13,3 | 12,1 | 9,4 | 8,6 |
| Solde budgétaire global | 3,4 | 6,6 | -2,8 | -0,3 | 2,3 | 1,5 | -0,4 | -0,6 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 6,5 | 13,2 | 7,1 | 6,9 | 9,9 | 11,2 | 12,8 | 10,4 |
| Exportateurs de pétrole de la région MOANAP | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 6,1 | 4,7 | 2,3 | 5,9 | 4,6 | 5,4 | 1,9 | 4,0 |
| Solde transactions courantes | 13,4 | 18,4 | 4,3 | 10,1 | 18,6 | 17,4 | 13,9 | 12,4 |
| Solde budgétaire global | 7,8 | 13,0 | -1,5 | 2,6 | 6,9 | 6,3 | 4,2 | 3,0 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 7,5 | 13,4 | 5,3 | 6,1 | 9,8 | 12,1 | 15,1 | 11,3 |
| Dont : Conseil de Coopération du Golfe | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 5,9 | 7,8 | 0,9 | 6,4 | 7,7 | 5,2 | 3,7 | 4,1 |
| Solde transactions courantes | 15,3 | 21,1 | 6,6 | 12,4 | 23,7 | 24,4 | 21,3 | 19,8 |
| Solde budgétaire global | 12,0 | 24,0 | -0,7 | 3,6 | 11,2 | 13,9 | 10,8 | 9,4 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 2,2 | 8,4 | 2,8 | 2,6 | 3,1 | 2,4 | 3,2 | 3,4 |
| Importateurs de pétrole de la région MOANAP | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 5,1 | 5,7 | 3,8 | 3,9 | 2,4 | 3,0 | 3,1 | 2,9 |
| Solde transactions courantes | -0,8 | -4,0 | -4,6 | -3,0 | -3,5 | -5,8 | -4,8 | -3,5 |
| Solde budgétaire global | -4,6 | -5,5 | -5,1 | -5,9 | -7,0 | -8,4 | -9,7 | -8,0 |
| Inflation, p.a. (croissance ann.) | 4,9 | 12,9 | 10,4 | 8,6 | 9,9 | 9,4 | 8,3 | 8,7 |
| MOAN¹ | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 5,8 | 5,0 | 3,0 | 5,5 | 3,9 | 4,6 | 2,1 | 3,8 |
| Solde transactions courantes | 10,2 | 14,4 | 2,3 | 7,2 | 14,3 | 13,2 | 10,3 | 9,3 |
| Solde budgétaire global | 4,3 | 8,4 | -2,5 | 0,4 | 3,5 | 2,8 | 0,6 | 0,0 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 6,6 | 13,5 | 5,8 | 6,6 | 9,4 | 11,2 | 13,6 | 10,8 |
| Importateurs de pétrole de la région MOAN | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 5,0 | 6,1 | 4,9 | 4,3 | 1,6 | 2,0 | 2,8 | 3,1 |
| Solde transactions courantes | -1,2 | -2,6 | -4,4 | -3,4 | -5,1 | -7,7 | -6,7 | -4,9 |
| Solde budgétaire global | -5,4 | -4,7 | -5,3 | -6,0 | -7,2 | -8,7 | -10,7 | -9,6 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 4,5 | 13,6 | 7,3 | 8,0 | 7,9 | 8,6 | 9,0 | 9,2 |
| Pays arabes en transition (hors Libye) | | | | | | | | |
| PIB réel (croissance annuelle) | 4,8 | 6,3 | 4,5 | 4,7 | 1,1 | 2,5 | 2,9 | 3,2 |
| Solde transactions courantes | 0,8 | -2,5 | -3,7 | -3,1 | -5,0 | -5,8 | -4,7 | -3,4 |
| Solde budgétaire global | -5,4 | -5,2 | -5,8 | -6,2 | -7,9 | -9,1 | -11,2 | -10,1 |
| Inflation, p.a. (croissance annuelle) | 5,0 | 14,0 | 7,7 | 8,4 | 7,9 | 6,3 | 7,2 | 8,1 |

Sources : autorités nationales; calculs et projections des services du FMI.

Note : Les données se rapportent à l'exercice budgétaire pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011 et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars), Qatar (avril/mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin), excepté dans le cas de l'inflation.

¹ Les données de 2011–14 excluent la République arabe syrienne.

MOANAP: 1) Exportateurs de pétrole : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen. 2) Importateurs de pétrole : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Soudan, Syrie et Tunisie. MOAN : MOANAP à l'exclusion de l'Afghanistan et du Pakistan. 3) Pays arabes en transition (à l'exclusion de la Libye) : Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie et Yémen.